

Le Canard Vigilant

Numéro **347** — Jeudi 6 mai 2021

Dans ce numéro :

- **Délocalisations d'activités de Reims vers Porto : les syndicats s'adressent aux élus locaux et nationaux** 2
- **Avenant à l'accord télétravail : la direction peut aller se brosser !** 3
- **C'est la crise, mais pas pour tout le monde ...** 3
- **Près de 200 000 manifestants dans toute la France pour le 1^{er} mai ! Et des violences inacceptables contre les manifestants, contre les syndicalistes !** 5
- **Plus forts ensemble : Syndiquez-vous à la CGT** 5



le Canard  vigilant

Une publication du syndicat CGT
des personnels de Natixis et ses
filiales.

Consultez le site intranet :

<http://syndicats.intranatixis.com/cgt/>

Consultez le site internet :

<http://natixis.reference-syndicale.fr/>

« S'il y a des miséreux dans la société, des gens sans asile, sans vêtements et sans pain, c'est que la société dans laquelle nous vivons est mal organisée. On ne peut pas admettre qu'il y ait encore des gens qui crévent la faim quand d'autres ont des millions à dépenser en turpitudes. C'est cette pensée qui me révolte ! »

Louise Michel



Le Canard Vigilant

Numéro 347 – Jeudi 6 mai 2021

Délocalisations d'activités de Reims vers Porto : les syndicats s'adressent aux élus locaux et nationaux

Après l'alerte adressée au gouvernement - qui reste totalement muet sur la question, les organisations syndicales et les élus du CSE de Natixis interpellent les élus locaux et nationaux de Reims et de la Marne.



A : Arnaud Robinet, Catherine Vautrin, Aina Kuric, Valérie Beauvais, Charles de Courson, Eric Girardin, Lise Magnier, Yves Detraigne, René-Paul Savary, Françoise Férat, Pierre N'Gahane, Jacques Lucbéreilh, Jean Rottner, Christian Bruyen

Copie : Organisations Syndicales Représentatives et Secrétaire du CSE de Natixis

Le lundi 3 mai 2021,

OBJET : Alerte sur le projet de délocalisation de Natixis d'emplois de Reims vers Porto

Les partenaires sociaux de la Banque Natixis souhaitent vous alerter quant aux conséquences désastreuses pour le bassin d'emploi rémois d'un nouveau projet de délocalisation de notre entreprise.

La Direction de Natixis, et avec elle le Groupe BPCE (Groupe Caisses d'Épargne et - Banques Populaires) envisage dans le cadre d'un vaste plan de délocalisation de fermer certaines activités réalisées aujourd'hui à Reims.

Une trentaine de postes, aujourd'hui, sont directement concernés, avec comme unique motivation « l'effet d'aubaine » que représenteraient une délocalisation à Porto avec des salaires, des charges sociales, des impôts et des prix immobiliers moins élevés qu'en France.

Alors que nous vivons toujours une période difficile et que les pouvoirs publics nationaux appellent, à juste titre, à la solidarité et à la responsabilité de l'ensemble des acteurs du corps social et ne considèrent désormais plus comme tabou un certain patriotisme économique, ce projet de délocalisation et de destructions d'emplois nous apparaît non seulement anachronique mais bien totalement irresponsable.

En tant que représentants du personnel d'un secteur financier qui s'est félicité faire partie de la solution au début de la crise sanitaire, nous ne pouvons en aucun cas cautionner de tels agissements de la part de nos dirigeants.

Nous sollicitons votre soutien et votre intervention pour nous aider à éviter que ce projet inacceptable et destructeur d'emplois ne soit mis en place.

Nous nous tenons bien évidemment à votre disposition pour échanger plus avant sur ce projet et sur notre démarche.



Cfdt



CFTC



CGT



SNB



Unsa



Secrétaire du CSE
Natixis SA

cfdt@natixis.com

cftc@natixis.com

cgt@natixis.com

snb@natixis.com

unsa@natixis.com

cse-contact@natixis.com

Retrait des plans de suppressions d'emploi !
Maintien des postes de travail sur les sites existants !
Non au dumping social et fiscal !

Le Canard Vigilant

Numéro 347 – Jeudi 6 mai 2021

Avenant à l'accord télétravail : la direction peut aller se brosser !

On va quand même faire un petit rappel de la mascarade qui a conduit NSA à vouloir nous imposer une mise à niveau pour ressembler à BPCE ...

On vous l'a dit et répété toutes les organisations syndicales ont interpellé la Direction **sur des sujets concernant le télétravail**. Nous avons multiplié les appels du pieds et les **demandes officielles** pour ... **rien**.

Au cours des mois écoulés, nous avons bien compris que chez Natixis le **TAD issu du PCA**, n'était **ni encadré, ni règlementé**. Nous avons demandé une négociation à ce sujet qui a ... capoté faute de volonté de notre Direction.

Nous avons à cette occasion soulevé la **différence de traitement** entre ceux en TAD qui avaient un avenant de télétravail et les autres. **Les premiers étaient grassement indemnisés 20 euros bruts par mois !!!**

Entre temps un accord national l'**ANI** s'emparait du sujet et émettait quelques **recommandations**. Recommandations que NATIXIS en entreprise responsable, s'est de suite **empressée de balayer d'un revers de main** "On n'est pas **obligé** de dépenser des sous pour nos salariés, donc on ne le fait pas".

Puis, les **mêmes** ont eu besoin des OSR pour sanctuariser **un taux de flex office de 6 postes pour 10 salariés** en rendant **le télétravail obligatoire** et nous ont proposé un avenant dans lequel on passait d'une indemnisation de 20 euros bruts à **20 euros nets !** Une **révolution sociale**, nos interlocutrices RH en avaient les larmes aux yeux ...

Et l'argument massue pour signer était que puisqu'on **allait partager les bâtiments de BPCE**, autant avoir **les mêmes règles** ...

Bref, réponse du berger à la bergère, allez-vous faire entasser, **mais sans nous** ...

C'est la crise, mais pas pour tout le monde ...

*Nous sommes ravis de prendre des nouvelles de Nicolas Sarkozy, qui aurait rejoint l'**International advisory network** de NATIXIS (pour une somme minime bien nécessairement).*

Dans un article de Capital du 04/05/2021, intitulé "**Les nouvelles missions de luxe de Nicolas Sarkozy**" nous apprenons :

"Selon les informations de Capital, l'ancien président de la République est passé à la vitesse supérieure et a accepté en outre plusieurs missions de conseil. D'abord, chez Natixis, où il est rentré dans l'International advisory network.

Contactée par Capital, la banque explique : "ce réseau apporte les conseils d'experts externes en vue de contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement à

Le Canard Vigilant

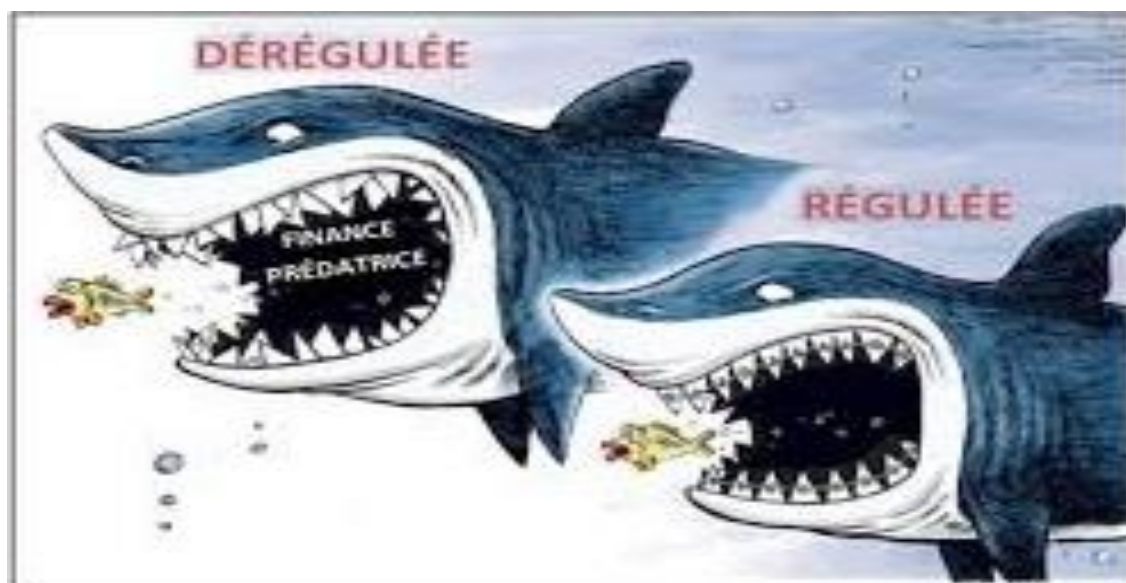
Numéro 347 – Jeudi 6 mai 2021

l'international. Créé en 2019, il se réunit deux fois par an et ses membres sont amenés à échanger régulièrement avec l'équipe de direction de Natixis".

Toutefois, la banque n'a pas souhaité fournir la liste des membres de ce réseau, indiquant juste qu'il s'agit "d'experts de dimension internationale (issus notamment des Etats-Unis et d'Asie) ayant accompli des parcours exceptionnels dans l'industrie financière ou dans la vie publique internationale".

Enfin, la banque n'a pas souhaité dire quelle était la rémunération versée aux membres du réseau, indiquant juste qu'elle était la même pour tous et "alignée sur les pratiques du secteur financier en la matière.

Bref, encore une mission sociale de Natixis, le tout dans une transparence totale.



Le Canard Vigilant

Numéro 347 – Jeudi 6 mai 2021

Près de 200 000 manifestants dans toute la France pour le 1^{er} mai ! Et des violences inacceptables contre les manifestants, contre les syndicalistes !

No Pasaram !

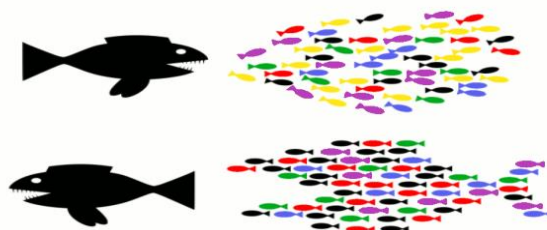
Visionnez la conférence de presse de la CGT à Montreuil le 5 mai 2021 :

https://m.youtube.com/watch?d=n&feature=share&fbclid=IwAR29Do0220zkKvolt4WGJ_rjQMqsXyAYmqtpBNse73D_XOxhurgU3Kwosx4&v=2Y9gbrObDIs



Plus forts ensemble : Syndiquez-vous à la CGT

Plus forts ensemble



cgt-natixis@orange.fr ou cgt@natixis.com